



**HAL**  
open science

# Un demi-siècle de voyage au cœur des archives de l'enseignement : l'itinéraire de Victor Duruy

Jean-Charles Geslot

► **To cite this version:**

Jean-Charles Geslot. Un demi-siècle de voyage au cœur des archives de l'enseignement : l'itinéraire de Victor Duruy. Les Hommes et les femmes de l'Université. Deux siècles d'archives, Archives nationales, Mar 2008, Paris, France. hal-01528880

**HAL Id: hal-01528880**

**<https://hal.science/hal-01528880v1>**

Submitted on 31 Oct 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Un demi-siècle de voyage au cœur des archives de l'enseignement : l'itinéraire de Victor Duruy

Jean-Charles Geslot

La figure de Victor Duruy est aujourd'hui connue essentiellement pour son long ministère de six années (1863-1869), durant lequel il lança un vaste plan de réformes du système éducatif, dans tous les domaines et toutes les directions. Celui-ci aboutit notamment à la loi de 1867 sur l'enseignement primaire, à la création de l'enseignement secondaire spécial (loi du 21 juin 1865) ou encore à la fondation de l'École pratique des hautes études (décret du 31 juillet 1868)<sup>1</sup>. A ce titre, en raison de la longévité de son ministère et de l'importance de son œuvre, Victor Duruy occupe une place importante dans les archives de l'enseignement, et avant tout dans celles de la série F<sup>17</sup>.

Pourtant son histoire ne peut se résumer à celle de son ministère. Du point de vue de l'histoire de l'éducation, son rapport à l'archive est bien plus large, dans la mesure où il fut tour à tour élève, étudiant, professeur, inspecteur... Ses six ans de ministère viennent en fait terminer une carrière de trente ans dans le professorat, lui-même préparé par neuf années d'études secondaires et supérieures et une année passée dans l'enseignement primaire ; il faut y ajouter sa participation à la Commission d'examen des livres classiques dans les années 1840, au corps d'inspection au début des années 1860, et à divers conseils et commissions dans les années 1870-1880.

La vie de Victor Duruy, c'est donc plus d'un demi-siècle d'histoire de l'éducation, et de voyage au cœur des archives de l'enseignement français, de Mgr Frayssinous à Jules Ferry, en passant par Guizot, Salvandy, Carnot, Fortoul, Rouland, Jules Simon... L'intérêt de retracer son parcours est double. Victor Duruy fut un « producteur » d'archives : volontairement ou non, il a laissé des traces, et celles-ci, variées, nous permettent de retracer son parcours, tant aux Archives nationales que dans d'autres fonds d'archives. Cependant l'étude du rapport entre l'homme du passé et l'archive ne saurait se limiter à cette étude unilatérale : c'est au contraire à un jeu de miroirs que l'on peut se livrer, car Victor Duruy fut aussi un « consommateur » d'archives, en tant qu'historien et en tant qu'administrateur, selon des modalités, des objectifs, emblématiques des représentations que l'on pouvait alors avoir des traces laissées par le passé.

### 1. VICTOR DURUY : UN « PRODUCTEUR » D'ARCHIVES

Si Victor Duruy a produit des archives, laissé des traces de son itinéraire au sein du monde de l'enseignement, c'est d'abord de façon « inconsciente » : en tant qu'élève et professeur, son nom apparaît dans les archives. Bientôt cependant cette production devient de son fait même, lorsqu'il devient professeur et produit par exemple des lettres qui deviennent des documents d'archives, puis, évidemment, lorsqu'il accède au ministère.

#### *Une scolarité pauvre en archives*

Le parcours de l'universitaire Victor Duruy commence lors de son premier contact avec le monde de l'enseignement, en 1823, lorsque, à l'âge de onze ans, il devient élève dans une école primaire du quartier Sainte-Barbe. Ni l'école, ni *a fortiori* l'élève ne figurent cependant dans les cartons conservés aux Archives nationales, et il faut là s'en remettre au seul témoignage du principal intéressé, dans ses mémoires publiés en 1901<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour tous les renseignements concernant Victor Duruy contenus dans ce texte, nous nous permettons de renvoyer, une fois pour toutes, à notre thèse : Geslot, Jean-Charles, *Une histoire du XIX<sup>e</sup> siècle : la biographie de Victor Duruy (1811-1894)*, dir. Jean-Yves Mollier, université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, juillet 2003, 3 vol. Une version réduite doit paraître prochainement aux éditions du Septentrion.

<sup>2</sup> Victor Duruy, *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, 2 vol., vol. I, chap. I : « Mes premières années ».

On n'a pas beaucoup plus de chance lorsque le futur ministre intègre le collège particulier des frères Nicolle, Sainte-Barbe, au printemps 1824, à l'âge de douze ans et demi. Les archives du ministère et surtout celles de l'académie de Paris (AJ<sup>16</sup>) nous fournissent de précieux documents sur la vie de l'établissement, règlement d'études, régime intérieur, affaires disciplinaires, rapport sur les traditionnels examens du cinquième mois... Mais il n'y a rien sur les élèves, ni listes d'effectifs, ni appréciations des professeurs et, ici encore, nous en sommes réduits au témoignage, assez maigre, de Duruy lui-même. Le baccalauréat, qu'il passe et obtient en 1830, est le premier moment de sa vie où il apparaît enfin dans les archives de l'enseignement, grâce au tableau des résultats qu'il obtient à cet examen<sup>3</sup>. Des résultats passables d'ailleurs, qui pourront paraître étonnants pour un futur ministre et académicien, mais qui s'expliquent surtout par l'atmosphère, peu propice à l'étude, dans laquelle il passe son examen : c'est en effet juste au lendemain des Trois Glorieuses qu'il est interrogé.

Le baccalauréat en poche, Victor Duruy intègre l'Ecole normale. Désormais, les archives sont plus bavardes. Celles de l'établissement, conservées dans la série 61AJ, contiennent des rapports détaillés sur le déroulement du concours d'entrée et sur les résultats des candidats – recrutés sur dossier. Elles nous renseignent précisément sur chaque promotion et sur ses progrès, élève par élève. On peut donc suivre de façon assez détaillée ces trois années de Victor Duruy à l'Ecole normale. On peut voir d'abord comment il a été reçu de justesse au concours d'entrée à l'automne 1830 – classé treizième, il ne devait pas compter dans les douze candidats retenus ; mais sa première place à l'épreuve de discours français le sauve –, et comment il n'a guère brillé lors des oraux de confirmation. Les archives nous montrent ensuite comment s'est affirmé, au fil des mois, son goût pour l'histoire sous la direction de Jules Michelet ; celui-ci le dit ainsi, en deuxième année, « intelligent et laborieux », et relève son « aptitude remarquable pour les études historiques »<sup>4</sup> ; l'année suivante, il le jugera « excellent esprit », insistant sur son « travail assidu » et ses « progrès sensibles »<sup>5</sup>. Ce témoignage très laudateur est d'ailleurs corroboré par un autre professeur d'histoire, maître de conférences de l'Ecole, Philippe Lebas, fils du conventionnel ami de Robespierre, qui a remarqué aussi, en première année, les talents du jeune normalien. Ces talents se concrétisent d'ailleurs puisque, en 1833, Victor Duruy obtient l'agrégation.

### ***Un professorat de plus en plus producteur d'archives***

A partir de là, Victor Duruy devient un universitaire, au sens où on l'entend au XIX<sup>e</sup> siècle, un professeur, membre de la corporation enseignante de l'Université, et les renseignements des archives se font plus abondants. Il fréquente trois collèges royaux puis lycées (il est professeur à Reims en 1833, Henri IV en 1834, Saint-Louis en 1845, à nouveau Henri IV en 1855). Les dossiers de ces établissements, conservés dans les séries F<sup>17</sup> et AJ<sup>16</sup>, sont fertiles en informations. On y trouvera pêle-mêle, pour certaines années, les rapports d'inspection de ses cours, les avis de ses supérieurs directs, l'emploi du temps du professeur. Les cartons cependant sont lacunaires, voire frustrants. On apprend ainsi, en juillet 1841, que Victor Duruy « vient, dans une circonstance récente dont M. le ministre a eu connaissance, de manquer gravement de prudence et de tact », commettant là une « maladresse »<sup>6</sup>. Quelle est cette maladresse jugée suffisamment grave pour que le ministre lui-même en soit informé ? On n'a aucun autre renseignement à ce sujet – mis à part le fait qu'il a, le mois précédent, perdu sa petite fille, décédée à l'âge de trois ans et demi.

Une source, incontournable pour tous les itinéraires universitaires du XIX<sup>e</sup> siècle, aurait dû nous renseigner : son dossier individuel de fonctionnaire dans la série de l' « ancien personnel de

---

<sup>3</sup> AN : F<sup>17</sup> 4803 (Résultats du baccalauréat).

<sup>4</sup> *Id.* : 61AJ/176 (Résultats de fin d'année pour la section des lettres, 1832).

<sup>5</sup> *Id.* : 61AJ/177 (Notes sur le travail et les progrès des élèves en novembre et décembre 1832. Section des lettres, 3<sup>ème</sup> année).

<sup>6</sup> *Id.* : F<sup>17</sup>/7622 (Tableau de l'enseignement, 1842-1843).

l'instruction publique ». Or celui-ci est pour le moins lacunaire, se réduisant, en réalité, aux seuls documents exigés pour son dossier de retraite<sup>7</sup>. Un état des services, un « certificat d'infirmité », des documents comptables : voilà à quoi se résume, dans les archives du ministère, une carrière de plusieurs décennies, passée par les plus hauts postes de l'Université. Ni les arrêtés d'affectation, ni les rapports d'inspection, ni la correspondance du fonctionnaire avec le ministère ne s'y trouvent. Cette maigreur est évidemment suspecte. Un petit carton, sur lequel sont notées, les unes après les autres, ses évolutions de poste, au fur et à mesure de ses affectations, indique que son dossier fut sorti du bureau du personnel pour être transmis au cabinet le 16 février 1862, quatre jours après sa nomination comme inspecteur général : il existait donc bel et bien à cette date, et a ensuite disparu pour n'être rouvert qu'en 1869, au moment de sa retraite. Dès lors, on peut faire toutes les suppositions sur ce qui s'est passé durant ces sept ans. Le dossier a-t-il été perdu ? A-t-il été mal rangé – ce qui alors revient au même ? A-t-il été « subtilisé » ? On peut aussi imaginer que Victor Duruy, en arrivant au ministère (ou bien encore, en en partant), aura pu prendre soin de faire disparaître des archives un dossier dans lequel pouvaient figurer des documents compromettants, notamment ceux concernant cette mystérieuse affaire de 1841, ou bien encore, pourquoi pas, sur ses rapports avec le pouvoir au début du second Empire. Mais pourquoi alors avoir fait disparaître l'intégralité du dossier ? Et pour en faire quoi ? Toutes ces interrogations demeurent, en même temps que le grand vide de cette pochette cartonnée, et que le regret de l'historien, peiné de ne pas disposer d'une source aussi importante.

D'autres cartons, d'autres dossiers toutefois nous livrent d'utiles renseignements. On trouvera ainsi dans ces archives une partie de la correspondance de Victor Duruy avec son administration (notamment les lettres qu'il écrit en 1858 pour postuler à la Sorbonne<sup>8</sup>), ses dossiers de décoration – il en reçut plusieurs durant sa carrière venues de Grèce, de Turquie et d'Italie, ce qui nécessitait à chaque fois une demande d'autorisation<sup>9</sup>, sans oublier bien sûr la Légion d'honneur qu'il obtient à 34 ans en 1845<sup>10</sup>. Les archives nous renseignent également sur les différentes fonctions administratives qu'il a occupées à partir du moment où il est devenu un universitaire de premier plan. Membre de la Commission d'examen des livres classiques au milieu des années 1840, il est aussi nommé, sur intervention de l'empereur, à l'inspection académique de Paris en 1861-1862, avant de passer à l'inspection générale en 1862-1863, dernière étape de sa carrière avant le ministère. Nous possédons ainsi des documents sur son activité d'inspecteur d'académie<sup>11</sup>, et la totalité des rapports qu'il écrivit durant ses tournées d'inspection en France et en Algérie. On découvre, en filigrane, dans ces documents, tout un ensemble de constats et de propositions qui, en bien des points, annoncent l'œuvre qui sera celle du ministre quelques mois plus tard<sup>12</sup>.

### ***Le ministère : une intense production documentaire***

A partir de 1863, donc, Victor Duruy devient ministre et, par là même un grand producteur d'archives. Son ministère représente une période d'embrasement de la production archivistique des services centraux de l'ancienne Université, d'une part par sa longévité, d'autre part par l'intensité de son travail administratif et de réforme, faits non inédits cependant puisque plusieurs de ses prédécesseurs étaient eux aussi restés plusieurs années dans le fauteuil de la rue de Grenelle et n'avaient pas chômé en matière de réforme. Comme eux donc il produit énormément de documents administratifs, lettres, notes de service, projets divers... sans oublier les innombrables circulaires dont il se fit la spécialité (il en envoie 400 en six ans) et pour lesquelles il fut souvent moqué, ainsi par *Le Figaro* qui, pour les étrennes de la fin 1867, souhaite lui offrir « une paralysie de la main qui écrit

---

<sup>7</sup> *Id.* : F<sup>17</sup>/20687 (Dossier individuel de Victor Duruy).

<sup>8</sup> *Id.* : F<sup>17</sup>/13112.

<sup>9</sup> *Id.* : F<sup>17</sup>/2589.

<sup>10</sup> *Id.* : \*F<sup>17</sup>/2098 ; F<sup>17</sup>/2583.

<sup>11</sup> *Id.* : AJ16/241 et 251.

<sup>12</sup> *Id.* : F<sup>17</sup>/7563 (Inspection générale des lycées. 1862-1863).

les circulaires »<sup>13</sup>. S'y ajoutent les documents politiques, discours, réponses et avertissements aux journaux, articles rédigés de sa main dans les journaux gouvernementaux... Lorsque se crée en 1866 l'École normale de l'enseignement spécial à Cluny, il entretient avec le directeur qu'il a nommé, Ferdinand Roux, une abondante correspondance : « faites, à la condition toutefois que vous m'écrirez tous les jours, et que vous me tiendrez exactement au courant de tout ce qui se passera à l'École », lui demande-t-il, si bien qu'à la fin du ministère, cette correspondance se composera de près de 600 lettres<sup>14</sup>. Une intense production documentaire, donc, que l'on retrouve, brute, dans les cartons des archives, mais aussi sous forme de « sources publiées » sous divers supports : le *Bulletin administratif de l'instruction publique*, mais aussi les recueils d'actes et de circulaires qui sont publiés après son ministère<sup>15</sup>, ainsi que ses Mémoires, intitulés *Notes et souvenirs*, dans lesquels il reproduit un certain nombre de lettres à l'empereur qui sont à notre connaissance introuvables par ailleurs<sup>16</sup>.

## 2. L'HOMME DERRIÈRE L'UNIVERSITAIRE : D'AUTRES FONDS D'ARCHIVES

La vie de Victor Duruy fut marquée par l'Instruction publique ; son histoire l'est donc par les archives de l'enseignement. Mais les autres facettes du personnage, familiales, privées, sont tout aussi intéressantes, et nécessitent le recours à d'autres fonds, où il a également, consciemment ou non, laissé des traces, produit des archives.

### **Aux Archives nationales**

D'abord, en ce qui concerne les origines de Victor Duruy. Sa famille est présente dans les cartons des Archives nationales bien avant lui. Cette lignée marque en effet, durant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle, de génération en génération, la manufacture royale, puis nationale, puis impériale, des Gobelins, dont les archives sont conservées dans la série O (Maison du roi/de l'empereur). La plupart des ancêtres de Victor Duruy y sont présents, en tant qu'ouvriers, dans les documents comptables par exemple, dans les états du personnel, ou même par des documents qu'ils ont eux-mêmes produits, par exemple deux lettres de réclamation rédigées par son arrière-grand-père, dans une orthographe très approximative, en 1752 et 1754<sup>17</sup>. On notera toutefois, puisque nous parlons d'orthographe approximative, que les Archives nationales réservent quelquefois quelques surprises, puisque sur certains documents où le nom de Duruy n'est pas écrit dans sa forme définitive (on trouve étalement les orthographes Deruy, Durruy, etc.), un chercheur inconnu, qui sûrement croyait bien faire, a soigneusement rectifié, de la pointe de son stylo à bille, les malencontreuses erreurs glissées sur des documents datant du XVIII<sup>e</sup> siècle...

La vie de Victor Duruy à travers les archives peut être retracée par d'autres fonds, ainsi la série AP, des « archives privées », qui contient un dossier à son nom. Il s'agit de plusieurs cartons contenant des documents divers, surtout des lettres adressées à lui ou à Charles Glachant, son gendre et chef de cabinet, et datant pour la plupart du ministère. Cette correspondance, abondante, bien que l'on puisse la juger insuffisante, puisque centrée sur six années seulement, nous renseigne de façon particulièrement utile sur les réseaux de relations du ministre. On peut d'ailleurs la compléter avec d'autres fonds, à savoir les dossiers de ses correspondants. On peut trouver ceux-ci dans la même série AP (par exemple pour Jules Simon, qui coopéra aux efforts législatifs du ministre en dépit de sa

---

<sup>13</sup> Cité dans Baroche, Céleste, née Letellier, madame Jules, *Second Empire. Notes et souvenirs*, Paris, G. Crès et C<sup>e</sup>, 1921, 661 p., p. 407.

<sup>14</sup> Roux, Ferdinand, *Histoire des six premières années de l'École normale de Cluny*, Alais, Ed. Margin, 1889, 319 p., p. 36.

<sup>15</sup> *L'Administration de l'Instruction publique de 1863 à 1869. Ministère de S.E. M. Duruy*, Paris, Delalain, (1870), 932 p. ; *Circulaires et instructions officielles relatives à l'Instruction publique. Ministère de S.E. M. Duruy*, Paris, Delalain, (1870), 716 p.

<sup>16</sup> Duruy, *Notes et souvenirs*, Paris, Hachette, 1901, 2 vol.

<sup>17</sup> AN : O<sup>1</sup>/2043.

situation d'opposant politique au régime<sup>18</sup>, ou bien pour le prince Napoléon, cousin de l'empereur, qui lui apporta son soutien<sup>19</sup>).

Ce tour d'horizon des ressources documentaires offertes par les Archives nationales serait incomplet – peut-il d'ailleurs être complet ? – sans l'incontournable Minutier central des notaires, fond prodigieux de richesse, on le sait, pour l'étude des conditions de vie de la bourgeoisie parisienne du XIX<sup>e</sup> siècle. Le souvenir de Victor Duruy, membre de ce groupe social, y est conservé, grâce à de nombreuses traces. Il se maria deux fois en effet, et toujours sous le régime du contrat. Le décès de sa première épouse, Elisa Adélaïde de Graffenried, survenu durant le ministère, donna lieu lui aussi à un acte notarié. Tous ces documents sont consultables et fournissent d'utiles informations sur le genre de vie de Victor Duruy<sup>20</sup>.

### ***Aux archives départementales***

En dépit de leur grande richesse, les Archives nationales ne sont pas les seules à conserver la trace de Victor Duruy. Les fonds départementaux le font aussi, et furent même les premiers à le faire. En 1811, en effet, Victor Duruy naît, et sa vie commence, comme pour chaque Français depuis la Révolution, par la production indirecte d'un document d'archive : son acte de naissance, conservé aux Archives départementales de Paris – puisqu'il est né à la manufacture des Gobelins. Nouvelle difficulté ici : on sait qu'une partie de l'état civil parisien a brûlé durant la Commune, ce qui a nécessité une grande entreprise de reconstitution. Cela nous permet de disposer aujourd'hui de l'acte de naissance de Victor Duruy, ainsi que de ceux d'autres membres de sa famille<sup>21</sup>. On trouve d'ailleurs également au centre de consultation du boulevard Sérurier son deuxième acte de mariage (celui du premier n'a pas été reconstitué), avec Marie Florina Redel, le 7 mai 1873<sup>22</sup>, ainsi qu'un certain nombre de faire-part familiaux<sup>23</sup>. Hors des documents d'état civil, ces mêmes archives nous fournissent d'autres renseignements : sur ses logements, grâce aux calepins du cadastre, sur sa succession, grâce aux archives de l'enregistrement<sup>24</sup>, etc.

On peut compléter ces renseignements d'ordre privé par la consultation des archives départementales du Val-de-Marne puisque Victor Duruy acquit au début des années 1850 un terrain et une maison à Villeneuve-Saint-Georges, où il venait passer ses fins de semaine en compagnie de ses enfants et de ses amis, et où il repose encore aujourd'hui. Les archives notariales du département conservent un certain nombre de documents le concernant, notamment son testament, et l'inventaire qui fut dressé après son décès en 1894<sup>25</sup>. Quant à la commune de Villeneuve-Saint-Georges, elle possède un imposant dossier au nom de l'ancien ministre qui regorge lui aussi de précieux renseignements (notamment les recherches biographiques non publiées effectuées par le bibliothécaire communal, Victor Dandrieux, à la fin des années 1890)<sup>26</sup>.

### ***D'autres dépôts utiles***

---

<sup>18</sup> *Id.* : 87AP.

<sup>19</sup> *Id.* : 400AP.

<sup>20</sup> AN : ET/LXVIII/943(Contrat de mariage de Victor Duruy et Elisa Adélaïde de Graffenried, 18 février 1841) ; ET/LXVIII/1199 (Liquidation de la succession de Elisa Adélaïde de Graffenried, 17 août 1867) ; ET/LXVIII/1257 (Contrat de mariage de Victor Duruy et Marie Florina Redel, 3 mai 1873).

<sup>21</sup> AD Paris : V<sup>2</sup>.E/1442 (Acte de naissance reconstitué de Jean Victor Duruy, 10 septembre 1811).

<sup>22</sup> *Id.* : 5MI3/130 (Acte de mariage entre Jean Victor Duruy et Marie Florina Redel, 7 mai 1873).

<sup>23</sup> *Id.* : V7.E/16 (Mariage de ses fils George et Louis-Victor, 1882 et 1898), V7.E/41 (Décès de ses fils Albert et Louis-Victor, 1887 et 1914).

<sup>24</sup> *Id.* : DQ7/11688/465 (Déclaration de succession de Jean Victor Duruy, 24 mai 1895).

<sup>25</sup> AD du Val-de-Marne : 3<sup>E</sup>3/198 (Testament olographe de Victor Duruy du 20 août 1887), 3Q/1431 et 1667-8 (déclarations de décès et de succession de Victor Duruy).

<sup>26</sup> *Id.* : Fonds de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, III.D.14

Les Archives de la Préfecture de Police de Paris possèdent, pour les années 1870-1880, un dossier au nom de Victor Duruy. Ancien ministre de l'Empire, candidat conservateur aux élections sénatoriales de 1876, celui-ci est en effet surveillé, comme certains de ses fils d'ailleurs, par la police de la III<sup>e</sup> République, en dépit des très bonnes relations qu'il entretient avec les républicains (il participe au Conseil supérieur de Jules Ferry). Ce dossier permet de retracer surtout ses liens avec le parti bonapartiste au lendemain de Sedan.

Enfin, derniers fonds d'importance pour connaître l'intellectuel, l'écrivain, le savant : les archives et la bibliothèque de l'Institut, dont il fut membre de trois académies. On y trouvera son dossier d'académicien<sup>27</sup>, ainsi que de nombreuses lettres et autres documents dans les archives de ses correspondants<sup>28</sup>, et également des ouvrages de sa plume, qu'il a lui-même annotés<sup>29</sup>. Les archives de l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC), conservées à Caen, sont également nécessaires pour retracer le parcours de l'écrivain, et notamment ses rapports avec la maison Hachette<sup>30</sup>. Des années 1840 à sa mort, c'est elle en effet qui édita la plupart de ses ouvrages historiques, et même, *post mortem*, ses *Notes et souvenirs*, en 1901.

Ce tour d'horizon reste essentiellement parisien, et pourra même le paraître trop. Il faut dire cependant que Victor Duruy était lui-même parisien, un enfant des Gobelins, né et mort dans la capitale, n'ayant jamais vraiment fréquenté, en dépit de nombreux voyages en province et à l'étranger, qu'un périmètre assez limité, autour de la rue Mouffetard, de la montagne Sainte-Genève et de la rue de Grenelle (une chance pour son biographe, il faut bien le reconnaître). Par ailleurs, dans un pays centralisé, on sait à quel point retracer le parcours d'un homme public rend incontournable un long séjour dans les archives de la capitale. Il faut néanmoins évoquer également, dans ce tour d'horizon des sources qui peuvent venir compléter celles offertes par les Archives nationales, tous les dossiers ponctuels, les documents isolés disséminés dans tous les centres d'archives municipaux et départementaux de France : lettres échangées entre le ministre ou son cabinet et tel ou tel maire, tel ou tel conseiller général, à propos des questions scolaires locales ; préparation des visites ministérielles dans les villes de l'Empire ; souvenir de Victor Duruy dans les délibérations des conseils municipaux pour les dénominations des rues<sup>31</sup>...

A travers ces documents, aussi variés que les fonds et les centres d'archives dans lesquels ils sont déposés, c'est l'homme privé qui s'affiche sous nos yeux, celui-là même qui se cache derrière les documents officiels et administratifs de l'universitaire.

### **3. VICTOR DURUY : UN « CONSOMMATEUR » D'ARCHIVES**

Victor Duruy fut un fertile producteur d'archives, laissant aux historiens de nombreuses traces de son parcours et, par conséquent, la possibilité de le retracer, de façon incomplète, certes, mais relativement précise. De ces archives, il fut aussi un « consommateur » particulièrement vorace, ce qui ne fut pas sans conséquence sur les sources que nous avons aujourd'hui à notre disposition.

#### ***Un professionnel du travail documentaire***

Victor Duruy est un consommateur d'archives, et même un professionnel du travail sur documents. Il est absolument nécessaire ici de ne pas séparer le ministre de sa formation professionnelle, car son

---

<sup>27</sup> Archives de l'Institut : AF/1G/29.

<sup>28</sup> Bibliothèque de l'Institut, notamment Ms. 2655 (Papiers Alfred Maury), Ms. 3476 (Papiers Maxime du Camp), etc.

<sup>29</sup> *Id.* : N.S.D. 357 à 361, 3003 à 3005.

<sup>30</sup> IMEC : HAC2.S30 (Fonds Hachette. Contrats, correspondance, documents divers quant à l'édition des ouvrages de Victor Duruy).

<sup>31</sup> Ainsi, aux Archives municipales de Marseille : 1.D et 2.D (Délibérations du Conseil municipal – noms des rues).

métier d'historien détermine en partie son activité de ministre et son rapport au document. C'est en effet à l'École normale, sous la direction de Jules Michelet, qu'il est formé au métier d'historien, au tout début des années 1830. Or on est alors en plein dans ce que certains ont appelé la « fièvre documentaire », qui accompagne et fonde d'une certaine manière le renouvellement épistémologique et méthodologique de la discipline à partir des années 1820, avec des noms comme François Guizot, Amédée Thierry et surtout donc Jules Michelet qui dirigea, rappelons-le, la section historique des Archives nationales de 1830 à 1852. C'est sous la férule de ce grand amateur d'archives, et dans ce contexte de fièvre documentaire que Victor Duruy apprend puis exerce son métier d'historien, bien avant d'être ministre. Pendant trente ans il publie des ouvrages d'histoire, essentiellement d'ailleurs des manuels scolaires, mais aussi des ouvrages de vulgarisation, et d'érudition, sur l'histoire de la Grèce, de Rome et de la France, pour lesquels il a recours directement aux documents d'époque, publiés dans les grands recueils spécialisés. Il les exploite scrupuleusement et en donne d'ailleurs des reproductions iconographiques dans ses ouvrages, soigneusement illustrés à partir du moment où les moyens techniques le permettent, soit à partir surtout de 1850.

Lorsqu'il accède au ministère en juin 1863, cette déformation professionnelle ne se redresse pas, bien au contraire : le nouveau maître de la rue de Grenelle est habitué à travailler sur des documents, et il continue dans sa tâche administrative à travailler avec les mêmes méthodes. Comme son métier d'historien, sa tâche de ministre lui impose en effet de très nombreuses lectures, auxquelles il se soumet. Lui-même s'appelle un « bœuf de labour » et une « machine à paperasserie »<sup>32</sup>. Il avait d'ailleurs prévenu les chefs de service dès son installation au pouvoir : « je regarderai à tout » avait-il dit<sup>33</sup>. Et il tient sa promesse, comme il le raconte lui-même dans ses Mémoires : « Chaque matin m'arrivaient 150 ou 200 lettres, que je renvoyais aux bureaux avec une note pour les autorités scolaires, ou auxquelles je répondais personnellement, sachant que le plus simple billet écrit par un ministre, à un maire ou à un conseiller général, avait plus d'effet que vingt dépêches officielles »<sup>34</sup>. Ce dépouillement de la correspondance et des divers rapports occupe ses matinées, jusqu'à 11h30 : il est alors seul dans son bureau, et n'aime pas être dérangé<sup>35</sup>. Ce travail peut d'ailleurs s'éterniser jusqu'à tard dans la journée – car, dit-il, il tient à « faire sa caisse chaque soir »<sup>36</sup> – et même occuper certains dimanches. Les Archives nationales regorgent de ces documents que Victor Duruy a « consommés » durant son ministère, et qu'il a laissés à la postérité marqués de son empreinte, celle de commentaires marginaux ou de soulignements, toujours ou presque au gros crayon rouge – sûrement une déformation professionnelle, là encore –, et souvent paraphés d'un sinueux « VD ».

### ***La littérature administrative quotidienne***

Cette abondante littérature administrative à la lecture de laquelle il se soumet chaque jour est composée de deux ensembles. D'abord, la correspondance ordinaire, les documents administratifs, hiérarchiques, littérature extrêmement abondante. Le ministère Duruy d'ailleurs représente une période de changement dans la gestion de cette documentation, et, partant, dans les archives du ministère. Dès l'été 1863, le nouveau chef de cabinet, Charles Glachant – qui est également son gendre –, rédige un rapport sur l'état de l'administration centrale – rapport heureusement conservé dans la série F<sup>17</sup>. Il y déplore le manque d'organisation des services, constitués de façon empirique depuis plusieurs décennies, au fil des changements de ministère et d'attribution. Il prône donc une

---

<sup>32</sup> Bibl. de l'Institut – Papiers d'Alfred Maury, n° 2655, dossier XIV : Lettre de Victor Duruy à Alfred Maury, 31 mai 1866.

<sup>33</sup> Duruy, Victor, *Notes et souvenirs*, op. cit., II, p. 230.

<sup>34</sup> *Ibidem*, p. 232.

<sup>35</sup> Discours de Lavisse dans A., *Le Centenaire Victor Duruy. 1811-1911*, Cercle populaire d'enseignement laïque, Cahors et Alençon, imprimerie typographique A. Coueslant, 1911, 146 p.

<sup>36</sup> Bibl. de l'Institut – Papiers Le Verrier : Ms. 3710, f° 285 (lettre de Victor Duruy à Le Verrier, s.d.).



simplification du travail administratif<sup>37</sup>. Aussi les mois qui suivent sont-ils marqués par d'importantes réformes en la matière, dans l'organisation des bureaux, mais surtout avec une tentative de décentralisation, ou plutôt de déconcentration, afin de déléguer davantage de décisions à l'échelon rectoral et d'alléger ainsi la « paperasserie » de l'administration centrale. Un arrêté du 17 avril 1866 réduit ainsi de moitié le nombre de rapports requis de tous les échelons de la hiérarchie par l'administration centrale<sup>38</sup>.

Par ailleurs, Victor Duruy tente de systématiser la collection et le classement des documents officiels. Dès le début de son ministère, un souci de rationalisation se fait jour dans la publicité des actes officiels, qu'il s'agisse de textes importants, comme les rapports à l'empereur ou les textes de lois, aux décisions les plus mineures, notamment les innombrables mouvements du personnel. Soucieux de publicité, Victor Duruy fait du *Bulletin administratif de l'instruction publique*, qui a remplacé le *Bulletin universitaire* en 1850, l'organe privilégié de la communication ministérielle, tant la publicité administrative traditionnelle, fonction première du *Bulletin*, que la mise en avant de son action dans un souci de propagande. Pour ce faire, une véritable « chasse aux actes » est lancée dès 1863, pour qu'aucun n'échappe à la publication, dans la mesure où la parution doit être la plus rapide possible, pour des raisons évidentes d'efficacité. Le 9 mai 1863 d'ailleurs, le cabinet de son prédécesseur, Gustave Rouland, se plaignait auprès de Paul Dupont, chargé alors de l'impression du *Bulletin*, des irrégularités dans la parution des actes<sup>39</sup>. Cette collecte systématique des décisions issues de chacun des sept grands services et de la quinzaine de bureaux de l'administration centrale a cependant du mal à se concrétiser de façon efficace. En novembre 1864, Charles Robert, directeur du personnel, chargé de la parution du *Bulletin*, doit ainsi encore rappeler à un chef de division que « tous les faits intéressants que la *Correspondance quotidienne* ou les *affaires* amènent dans chaque service, doivent être relevés avec soin et envoyés immédiatement à Mr. le Directeur du Personnel pour être insérés au bulletin administratif [sic] »<sup>40</sup>.

Ainsi les conditions de collection et de conservation des documents sont-ils légèrement modifiés par cette volonté de rationalisation. Mais à côté de cette documentation officielle qui fait le quotidien de son travail administratif, Victor Duruy doit aussi compter avec toute cette partie impondérable de la littérature ministérielle qui se compose notamment de toute la correspondance envoyée au ministère, à des titres variés, par des particuliers. Pensons par exemple aux lettres de sollicitation qui, dans le dépouillage parfois éreintant des vieux documents, offre au chercheur quelques instants de détente. Le spectacle de la flagornerie la plus éhontée ou du lyrisme le plus pathétique des solliciteurs les plus divers fait en effet souvent sourire. Ainsi un certain Damedor écrit-il, à la fin du ministère, afin d'obtenir une faveur pour son fils présenté comme un poète de génie par son père, qui n'hésite pas à écrire : « c'est à la gloire que prétend mon fils, c'est au suicide qu'il touche ». Un autre, nommé Dupont, vient lui aussi réclamer un poste en avouant non sans obséquiosité : « J'ai la confiance que Votre Excellence voudra bien accueillir ma requête avec bonté, et cette confiance je la base sur l'opinion du Pays qui voit en Votre Excellence le ministre le plus éminemment national ». Troisième exemple, celui d'Eugène de Baillehache, l'un des anciens élèves du ministre au lycée Napoléon, qui vient lui rappeler le 8 janvier 1866 qu'il lui avait déclaré : « Vous avez bien fait de penser que je n'oublie pas mes anciens élèves ; vous serez nommé à la première vacance, que j'aurai auprès de moi ». Le ministre s'empresse de répondre – ou de faire répondre – qu'il n'a jamais tenu de tels propos. La requête de l'ancien élève est rejetée, tout autant d'ailleurs que les autres<sup>41</sup>.

### **Rapports et enquêtes**

---

<sup>37</sup> Archives nationales (AN) : F<sup>17</sup>/2628 (Ch. Glachant, « Projet d'une organisation normale de l'administration centrale », été 1863).

<sup>38</sup> Horvath-Peterson, Sandra, *Victor Duruy and French Education. Liberal Reform in the Second Empire*, London, Baton Rouge, Louisiana university Press, 1984, 278 p., p. 66.

<sup>39</sup> AN : F17/2631 (Minute d'une note pour M. Boyer, directeur de l'imprimerie Dupont, le 9 mai 1863).

<sup>40</sup> *Id.* (Note de Charles Robert à un chef de division, 10 novembre 1864).

<sup>41</sup> AN : F<sup>17</sup>/2679.

A tous ces documents quotidiens, s'ajoute une documentation exceptionnelle mais essentielle dans la détermination de la politique ministérielle, et qui fournissent aujourd'hui aux historiens de nombreuses informations. Il s'agit tout d'abord des rapports issus des missions à l'étranger que Victor Duruy commande, à certains universitaires notamment. La plus fameuse est celle confiée en 1866 à Jacques Demogeot, son ancien collègue au lycée Henri IV, et à Henry Montucci, pour aller étudier l'enseignement secondaire et supérieur britannique. Le fond des missions scientifiques et littéraires, toujours dans la série F<sup>17</sup>, comprend les dossiers de ces missions. Mais il est lacunaire hélas, et le dossier du voyage de Demogeot et Montucci ne s'y trouve pas. L'essentiel ici réside cependant dans les deux longs rapports qui en découlent – 1 400 pages en tout –, publiés à l'Imprimerie impériale. D'autres missions, d'autres rapports sont commandés, notamment à Louis Léouzon Le Duc sur la Scandinavie – mais c'est aux Archives de Paris que l'on trouve la lettre de mission<sup>42</sup>.

Autre document d'archive que « consomme » le ministre et qui sont à la base de sa réflexion et de son action, les vastes enquêtes statistiques qu'il initie durant son ministère pour connaître le plus précisément possible l'état de l'instruction publique en France. Des questionnaires minutieux sont envoyés dans toutes les académies, aux recteurs, inspecteurs, proviseurs, puis retournés aux services centraux du ministère rue de Grenelle pour un examen tout aussi minutieux. L'ensemble de ces sondages, uniques en leur genre de par l'ampleur du questionnement, a évidemment fini dans les cartons de la série F<sup>17</sup>, et constitue une source précieuse pour la connaissance de la situation des années 1860. Précieuse, mais cependant périlleuse, et l'on sait aujourd'hui à quel point ces chiffres bruts doivent toujours être pris avec précaution<sup>43</sup>.

Volontairement ou non, Victor Duruy a donc été un consommateur d'archives et de documents. Cela fait partie intégrante de son travail d'administrateur et de réformateur. Et si cette masse énorme de documents a pu en son temps assommer ses collaborateurs ou, un peu plus tard, les archivistes chargés d'en dresser les inventaires, elle font aujourd'hui le miel de l'historien. Beaucoup de ces documents d'ailleurs ont été demandés par Victor Duruy lui-même : le « consommateur » rejoint ici le « producteur ». Pourtant son action en matière d'archives ne fut pas toujours positive. Nous avons vu que son dossier personnel a disparu et qu'il en est sûrement responsable – pour ne pas dire coupable. Nous pouvons donc penser que d'autres documents ont subi le même sort : à l'instar de l'Eugène Rougon d'Emile Zola, ou même du duc de Mora imaginé par Alphonse Daudet<sup>44</sup>, son départ du ministère a dû être l'occasion de détruire, par le feu ou par l'eau, un certain nombre de documents. Par ailleurs la plus riche archive qu'il ait produite, ses *Notes et souvenirs* déjà évoqués, comportent un certain nombre d'erreurs, de travestissements, volontaires ou non, de la vérité historique. Fertile producteur d'archives, Victor Duruy en fut aussi un consommateur, jusqu'à s'en faire un fossoyeur. Historien lui-même, professionnel du travail documentaire, il connaissait suffisamment l'intérêt historique des archives pour avoir pu vouloir, comme bien d'autres, tenter de sélectionner les traces qu'il laissait à la postérité.

---

<sup>42</sup> Archives départementales de Paris : 6.AZ/1625.

<sup>43</sup> Jean-Noël Luc, *La Statistique de l'enseignement primaire 19<sup>e</sup>-20<sup>e</sup> siècles. Politique et mode d'emploi*, Paris, INRP/Economica, 1985, 242 p.

<sup>44</sup> Emile Zola, *Son Excellence Eugène Rougon*, 1876, chapitre II ; Alphonse Daudet, *Le Nabab*, 1877, chapitre XVIII.